

UNIVERSITE MOULAY ISMAIL
Faculté des Sciences Juridiques, Economiques et Sociales -
Meknès

Masters :

Economie et management internationaux

Management logistique

Module : Macroéconomie

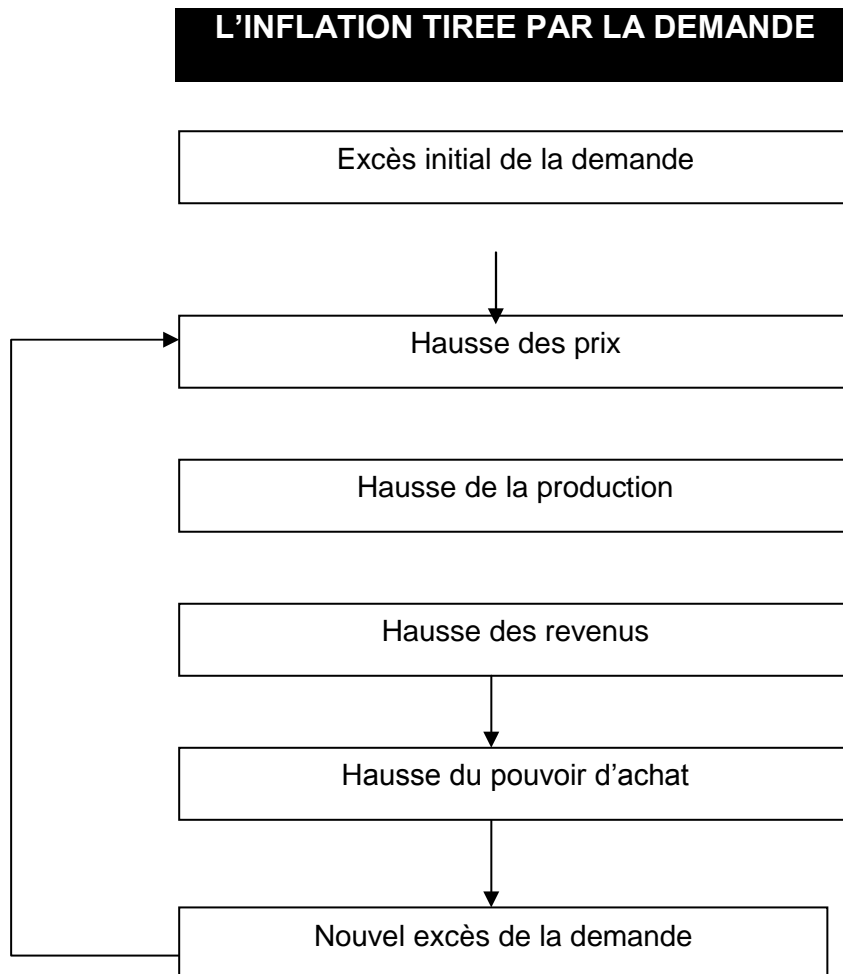
Axe III : l'inflation

Inflation : « enflure », gonflement, un terme médical (pathologie), qui nécessite diagnostic et traitement.

Hausse générale, durable et autoentretenu du niveau général des prix (G. OLIVE), c'est-à-dire une hausse du prix moyen de tous les biens et services. Certains biens voient leur prix augmenter plus que les autres : l'inflation modifie les **prix relatifs**.

De même, la variation du prix d'un bien peut provoquer la variation du prix d'autres biens (cas des matières premières, composants...) : *effets de chaîne*.

LES MECANISMES DE L'INFLATION : UN PHENOMENE AUTO-ENTRETENU



Désinflation : diminution du taux de l'inflation : il existe toujours de l'inflation, mais sa progression est ralentie.

Déflation : baisse durable, générale et autoentretenu du niveau des prix : exactement l'inverse de l'inflation. C'est aussi un ensemble de mesures libérales pour restreindre la demande et réduire les tensions sur les prix (baisse de la dépense publique, hausse de la pression fiscale, hausse du coût du crédit, blocage des prix...)

Stagflation : période où coexistent inflation, baisse de l'activité économique et chômage élevé (stagnation + inflation). C'est le reflet du capitalisme contemporain (grandes firmes et rigidité des prix) et les difficultés de régulation par les politiques traditionnelles (environnement ouvert).

La mesure de l'inflation se fait par un **indice** élaboré et mise en œuvre par l'INSEE pour constater l'évolution des prix moyens (*Indice des Prix à la Consommation*, IPC). Il existe plusieurs types d'IPC (le plus complet : 303 produits, le plus courant : 265 postes + tabac pour les comparaisons internationales). Mais, il est impossible de relever les prix de tous les produits, l'INSEE choisit les produits les plus courants (94% de la consommation des ménages est couverte). Il subsiste donc un défaut de couverture de 6% (assurance- santé privé, secteur hospitalier privé, assurance vie et jeux du hasard, des dépenses importantes).

L'IPC tient compte part de dépense dans le budget total d'un ménage moyen (pondération par les **coefficients budgétaires**).

Chaque mois, l'INSEE fait environ 160 000 relevés de prix à travers toute la France et dans tous les circuits de distribution.

L'IPC sert à mettre en œuvre la politique économique, revaloriser le SMIC et les pensions pour maintenir le pouvoir d'achat des bas revenus. Les salaires sont désindexés depuis 1982 pour permettre la désinflation (casser le phénomène auto-entretenu).

L'IPC sert à mesurer d'autres indicateurs fondamentaux : PIB, productivité... important pour les rapports salariaux, la politique monétaire...

REMARQUE : 27 de l'UE : **IPCH** pour les comparaisons intra-UE et internationales mais il ne se substitue pas aux indices nationaux.

Du point de vue technique, les indices sont calculés sur la base 100 de l'année n agrégés en utilisant la pondération de l'année n-1...

L'indice ne prend pas en compte les modifications de comportement des consommateurs : achat de plus de porc si le prix du bœuf augmente, pas de pondération selon les circuits (de plus en plus d'achats en hard discount), les nouveaux produits arrivent tardivement dans le calcul (une partie de la baisse des prix n'est donc pas pris en compte).

Difficulté de mesurer *l'effet qualité*, c'est-à-dire la prise en compte de l'élévation de la qualité dans la hausse des prix.

□ *L'inflation, phénomène monétaire (conjoncturelle) :*

Théorie monétariste (libéraux, Ecole de Chicago dirigé par M. FRIEDMAN) : *L'inflation est toujours et partout d'origine monétaire* : l'inflation est due à un excès monnaie sur les biens à disposition dans l'économie : trop de demande et pas assez d'offre, d'où la hausse des prix.

M. FRIEDMAN se base sur l'équation quantitative de la monnaie (I. FISCHER) : $MV = PQ$. Une règle d'or : la masse monétaire doit croître au même rythme que la production.

□ *L'inflation, phénomène réel lié aux déséquilibres des marchés (conjoncturelle) :*

Au niveau des mécanismes de formation des prix : excès de demande globale sur l'offre globale, ou par les coûts qui déterminent les prix de l'offre.

Inflation par la demande : lorsque l'offre demeure insuffisante ou la demande conjoncturellement élevée, on assiste à une hausse des prix. Si ce désajustement se produit sur un grand nombre de marchés, on aura un *écart inflationniste*.

Pour J.M. KEYNES, cet excès de demande est porteur d'inflation s'il est appuyé par une création monétaire supplémentaire : l'inflation par la demande s'analyse alors comme une inflation de type monétaire.

Plusieurs facteurs possibles : une hausse des salaires, un déficit budgétaire (dépenses de l'Etat supérieures aux recettes publiques), baisse des taux d'intérêt ;

Inflation par les coûts : hausse des coûts de production (à productivité constante) que les entreprises vont répercuter sur les prix de vente pour conserver leurs marges bénéficiaires.

Plusieurs facteurs possibles :

- Facteur travail : hausse des salaires et/ou des charges sociales (importance des syndicats) ;
- Facteur capital : hausse du prix des biens d'équipement (de plus en plus complexes) et/ou hausse des taux d'intérêt, qui renchérissent leur coût d'acquisition ;
- Hausse du prix des matières premières : si elles viennent de l'extérieur, on parle d'***inflation importée*** ;
- Etat : modification de la fiscalité, de la parafiscalité ou de la politique des tarifs publics.

Ces sources d'inflation par les coûts se combinent et s'entretiennent pour créer une **spirale inflationniste**, par exemple la spirale prix/salaire, la plus présente dans nos économies contemporaines.

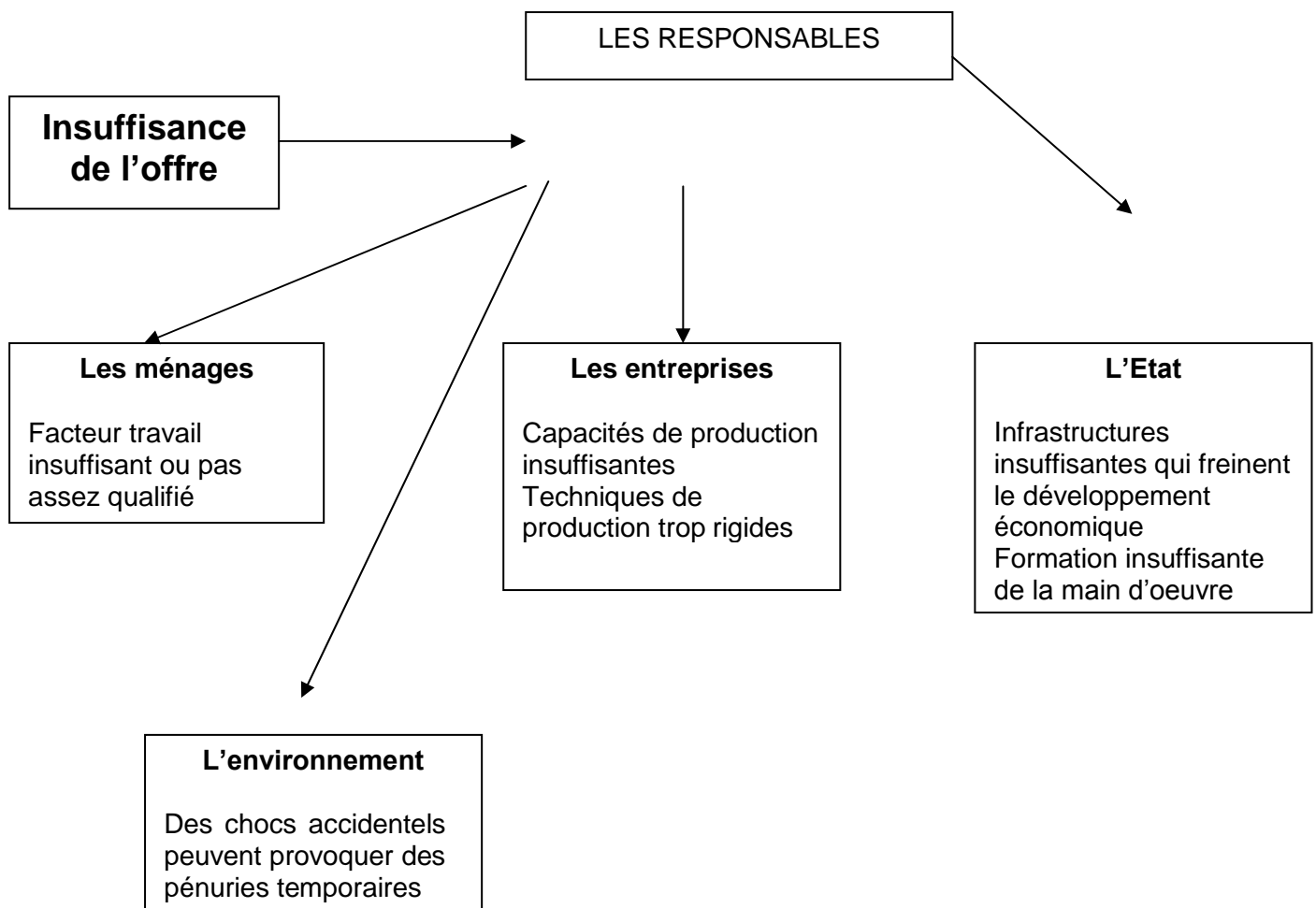
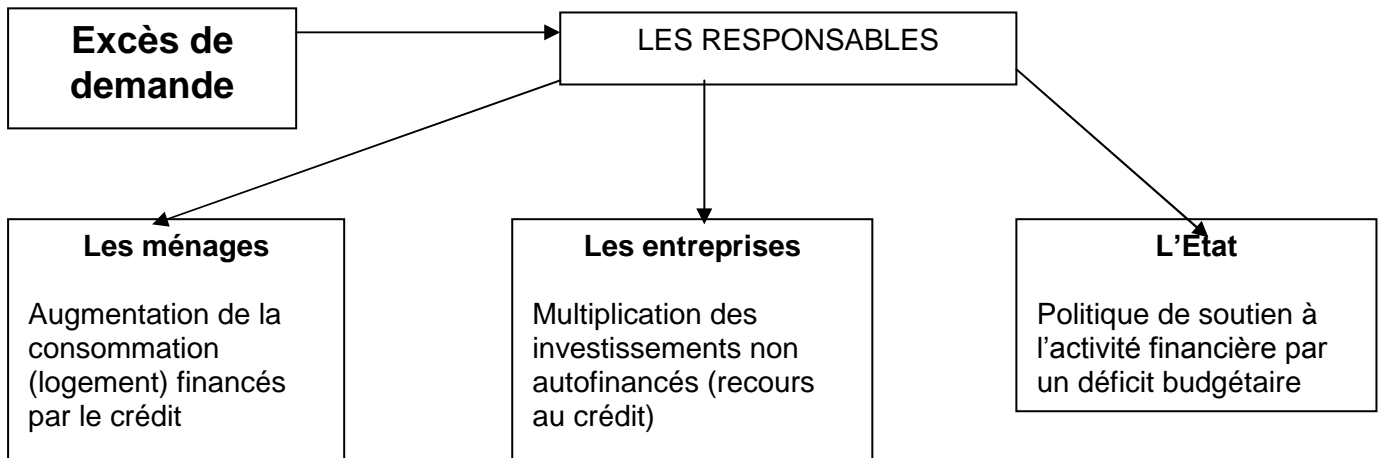
REMARQUE : Depuis le début des années 2000, on remarque que les écarts d'inflation entre les pays de l'OCDE se réduisent pour atteindre deux points au maximum.

Une étude de la BCE a montré que lorsque le taux d'inflation d'un pays s'éloigne de la moyenne mondiale, il finit par y revenir naturellement. Les différences entre les situations économiques locales jouent moins et les prix obéissent plus à une force mondiale tenant les inflations liées entre elles !

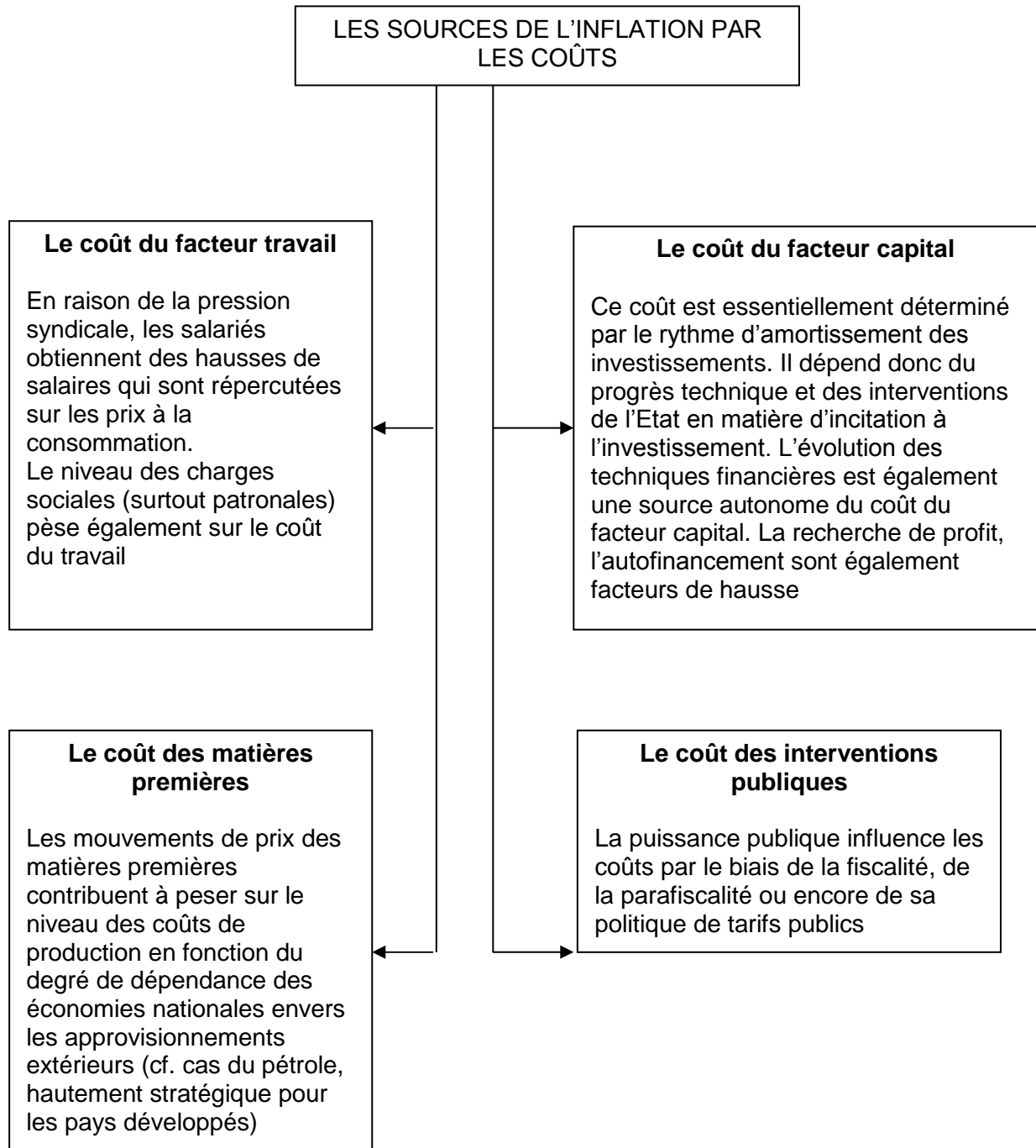
En effet, depuis la fin des années 1990, on peut mettre en évidence une sorte de *cycle mondial des affaires*, où le prix d'un bien dans un pays donné ne répond plus aux variations de l'offre et de la demande locales mais aux variations de l'offre et de la demande mondiales. Avec la mondialisation, les biens produits un peu partout sont de plus en plus substituables et ce n'est que lorsque les capacités de production mondiales viennent à manquer que les prix augmentent et partout à la fois ! A cela s'ajoute les variations de prix des matières premières, communes à tous les importateurs, ce qui explique l'apparition d'un cycle mondial des affaires.

Les économistes peinent encore à expliquer son fonctionnement et à construire des indicateurs pour le suivre, mais il diminue déjà l'efficacité des instruments purement nationaux (notamment de politique monétaire...) et devrait inciter les banquiers centraux à accroître leur coordination... (source : étude Morgan Stanley)

L'INFLATION PAR LA DEMANDE

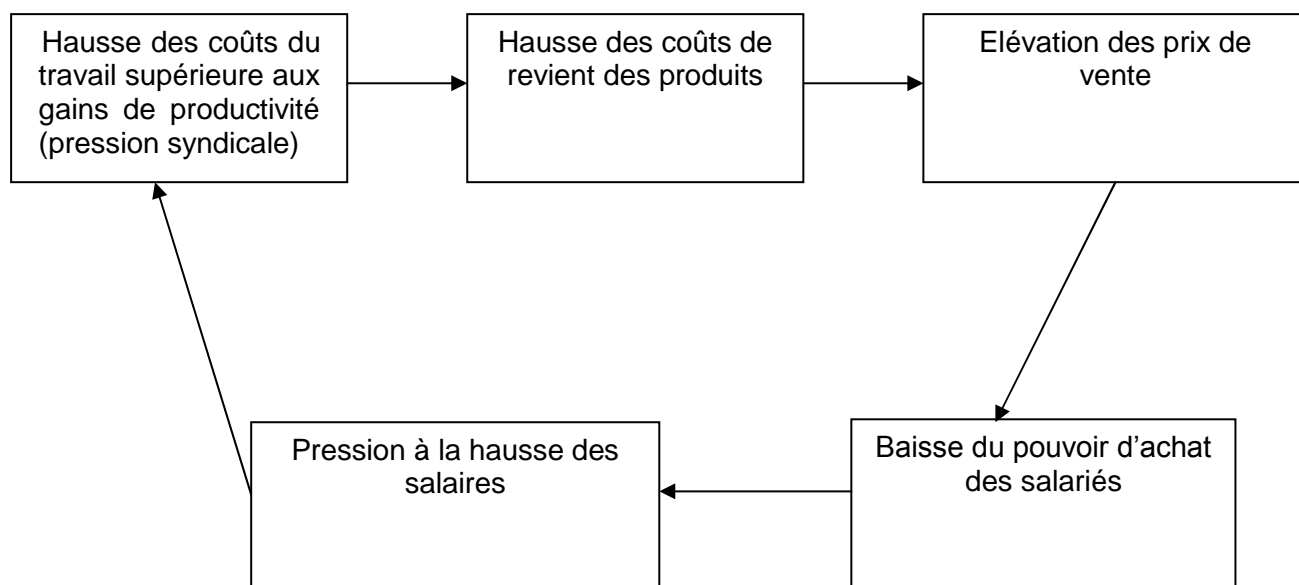


L'INFLATION PAR LES COÛTS



UN EXEMPLE DE SPIRALE INFLATIONNISTE

La spirale « prix-salaire »



□ *L'inflation liée au dysfonctionnement des marchés (structurelle) :*

Une hausse des prix en l'absence de tout déséquilibre entre offre et demande, mais d'autres facteurs peuvent lui être imputés : entraves aux lois du marché relatives à la concurrence (monopole, oligopole, concurrence monopolistique), mobilité réduite des facteurs de production, rigidité des structures productives...

L'intervention de l'Etat par des réglementations coûteuses, des modes de financement non neutres (création monétaire)...

□ *L'inflation liée au comportement des acteurs (structurelle) :*

Des origines socioculturelles : illusion de plus grande richesse, aspiration à une certaine égalité sociale, lutte des groupes sociaux pour le partage de la valeur ajoutée... Ces comportements conduisent à des mécanismes propagateurs de l'inflation, comme l'indexation des salaires sur les prix ou la recherche de la protection des revenus réels.

Selon A. MEISTER, *l'inflation est une régulation en douceur mais sans doute aussi efficace* (comparée aux réorganisations brutales du passé : épidémies, famines, guerres, révolution...)

Une certaine bivalence dans l'inflation : des effets bénéfiques et des effets néfastes :

LES EFFETS BENEFIQUES DE L'INFLATION

L'inflation allège les dettes des agents économiques

L'inflation diminue le coût réel de l'endettement en fonction de la différence entre la hausse du niveau général des prix et les taux d'intérêt débiteurs, en général non révisables. Ménages et entreprises ont longtemps bénéficié de taux d'intérêt réels faibles, voire négatifs

L'inflation améliore la rentabilité financière des entreprises

En période d'inflation, les entreprises sont d'autant plus incitées à recourir au financement externe que leurs taux de profit internes sont supérieurs au taux d'intérêt des capitaux empruntés car une telle situation élève la rentabilité de leurs fonds propres (effet de levier)

Stimulées par des perspectives de gains, les entreprises sont incitées à investir

Moteur de l'investissement, l'inflation induit une croissance de la production et de l'emploi, un haut niveau d'emploi apparaît donc compatible avec un taux d'inflation élevé (modèle de la courbe d'A. W. PHILLIPS)

LES EFFETS NEFASTES DE L'INFLATION

Inflation et perturbation de la répartition macro-économique des revenus

Tous les agents ne peuvent pas faire évoluer les revenus à la même vitesse que l'inflation ; celle-ci favorise une redistribution occulte des revenus : elle est favorable aux emprunteurs et aux titulaires de revenus flexibles, mais elle pénalise les épargnants, les créanciers et les titulaires de revenus imparfaitement indexables

Inflation et incertitude

En rendant incertaine l'évolution des valeurs nominales des prix et des revenus, l'inflation complique les prévisions économiques et rend la croissance économique plus chaotique. L'avenir apparaît risqué car l'inflation rend « myope »

L'inflation peut ainsi conduire, lorsqu'elle est forte, à un ralentissement de la croissance économique, du produit global et d'une détérioration de l'emploi. D'autre part, lorsque l'inflation nationale est plus forte qu'à l'étranger, elle réduit la compétitivité-prix de l'économie et conduit à procéder à des réajustements monétaires

Inflation et chômage vont ici de pair : il s'agit d'une situation de *stagflation*

LES CONSEQUENCES DE L'INFLATION

Conséquences	POSITIVES	NEGATIVES
Impacts		
Activité économique	<ul style="list-style-type: none"> - Stimule la croissance - Stimule les investissements - Stimule les emplois (courbe d'A. W. PHILLIPS) 	<ul style="list-style-type: none"> - Réduit l'efficacité économique donc la croissance et l'emploi - Réduit l'efficacité de l'intervention des pouvoirs publics
Revenus	<ul style="list-style-type: none"> - Diminution du coût réel de l'endettement donc augmentation du revenu disponible 	<ul style="list-style-type: none"> - Favorise des disparités importantes dans la répartition des revenus - Suscite de nombreux effets pervers : indexation prix/salaires favorisant la spirale inflationniste, distribution de revenus occultes...
Echanges extérieurs	<ul style="list-style-type: none"> - Améliore la compétitivité prix en cas de différentiel d'inflation favorable 	<ul style="list-style-type: none"> - Réduit la compétitivité économique en cas de différentiel d'inflation défavorable - Nécessite, à terme, des réajustements monétaires - Entraîne une perte de crédibilité internationale

□ La désinflation :

Au cours des années 1980, l'inflation élevée dans les pays européens, surtout la France, a dégradé progressivement la compétitivité et l'attrait des pays dans la compétition internationale des territoires. En France, dès 1984, les Pouvoirs publics se sont engagés dans un processus de désinflation afin de réduire le différentiel d'inflation avec l'ensemble des partenaires commerciaux.

Plusieurs facteurs essentiels permettent d'expliquer ce processus de désinflation dont les conséquences sont particulièrement importantes dans un pays comme la France où l'inflation a toujours été relativement importante :

✓ *La diminution du coût des produits importés* : depuis le milieu des années 1980, une baisse du coût du pétrole et des principales matières premières, conjuguée à celle du dollar, a permis aux entreprises d'améliorer leur situation financière et donc de ralentir leurs augmentations de prix. Aujourd'hui, la force de l'euro face au dollar nous protège des hausses successives des cours de ces matières et ressources énergétiques, libellés en dollars...

✓ *La baisse des prix agricoles* : cette diminution provient d'une part d'excédents de production communautaire (céréales, lait, viande...) et, d'autre part, d'une baisse importante des cours des matières premières alimentaires importées ;

✓ *Une forte décélération des salaires* : dès octobre 1982, à l'occasion de la sortie du blocage des prix et des revenus, les Pouvoirs publics s'engagent dans une politique de rigueur salariale, avec désindexation des salaires sur les prix, la référence à la productivité devient la norme de progression des salaires ;

✓ *Une évolution modérée du prix des services* : souvent repéré comme secteur inflationniste, le secteur des services a fait l'objet d'une réglementation stricte pendant de nombreuses années.

Ce processus a entraîné un certain nombre de conséquences sur les économies, notamment l'économie française : baisse des taux d'intérêt, effets sur l'épargne et sur la formation des patrimoines, modification du partage salaires-profits, redressement de la part de l'excédent brut d'exploitation dans la valeur ajoutée.

En fait, la désinflation n'exerce des effets positifs sur la structure de l'économie française et sur la compétitivité des entreprises que si elle se poursuit de façon durable, sans être compromise par différents facteurs pouvant relancer la hausse des prix (tensions sociales...)